



Déclaration liminaire CTL du 7 janvier 2016

FO DGFIP 49 affirme qu'il est plus que temps de mettre un terme aux politiques d'austérité, sources d'accroissement des inégalités, précarité et destructrices d'emplois et de droits sociaux.

Au prétexte de compétitivité, la Loi Macron va toujours plus loin dans la flexibilité du droit du travail et la déréglementation. Le pacte de responsabilité, véritable marché de dupes en termes de créations d'emplois, sape le financement de la protection sociale collective et le fonctionnement des services publics. La réduction de la commande publique et l'absence d'investissement productif accentuent les difficultés économiques et creusent les déficits publics.

FO DGFIP 49, tout comme **la Confédération FORCE OUVRIERE**, opposent au pacte de responsabilité le pacte républicain.

En outre, **FO DGFIP 49** considère que les rapports Combrexelle sur la « négociation collective, le travail et l'emploi » et Mettling sur « la transformation numérique et la vie au travail », constituent le prélude à la destruction du Code du travail et des droits collectifs. Il faudrait être naïf pour imaginer qu'un gouvernement puisse toucher au Code du travail, sans s'attaquer au Statut général de la Fonction Publique.

Dans la fonction publique, le passage en force du gouvernement sur le projet d'accord Parcours Professionnels Carrières Rémunérations (PPCR) ou Avenir de la fonction publique en dit très long sur sa conception du dialogue social. Ce « 49.3 social » traduit une volonté forcenée de déréglementation, prélude à la mise en œuvre de la réforme territoriale et de mobilités forcées.

FO DGFIP 49 rappelle que ce projet prévoit surtout la **remise en cause immédiate des droits et garanties attachés aux statuts particuliers** à travers notamment la mise en place de statuts interministériels.

À la DGFIP, 2 130 emplois sont supprimés au PLF 2016, cela va, une fois de plus, imposer une vague de restructurations, fusions, et/ou fermetures de postes et de services d'une grande ampleur.

A ces restructurations du réseau, il faut ajouter, la volonté de la Direction Générale de modifier, une nouvelle fois, les règles de gestion.

FO DGFIP 49 n'acceptera aucun recul des droits de tous les agents et continuera à porter ses revendications en la matière.

Alors que notre département est **pionnier** dans la mise en place de la réforme territoriale issue de la loi Notré, avec tout ce que cela peut générer comme incertitudes, difficultés liées notamment à l'inadaptation des logiciels de la gestion fiscale et d'Hélios, la Direction Générale maintient, malgré tout, 22 suppressions d'emplois pour l'année 2016.

Combien de trésoreries et services seront liquidés au nom de l'austérité, et combien le seront dans les prochaines années au nom de la réforme territoriale ?...

35 ans de contre-réformes et de rigueur pour détruire les deux anciennes directions (DGI et DGCP)

Lors de la CAP du 17 décembre 2015, Monsieur Béreau, vous avez fait part aux organisations syndicales présentes de votre difficulté, de plus en plus grande, à administrer la DDFiP compte tenu du sous-effectif lié aux suppressions d'emplois. Cette situation est le résultat des politiques d'austérité suivies par les différents gouvernements de droite comme de gauche depuis des années, politiques qui sapent les valeurs de la République, démantèlent la protection sociale, ainsi que l'ensemble des droits des salariés du public et du privé.

Dans la fonction publique et plus particulièrement à la DGFIP, cela se traduit par le démantèlement du réseau, la suppression des effectifs, le blocage de la valeur du point d'indice, la réduction des promotions, des avancements, la mobilité forcée pour répondre à la réforme territoriale qui accélère les restructurations et suppressions de sites.

Cette politique d'austérité conduit à la destruction programmée de la DGFIP. Elle est menée au travers de la réduction des dépenses publiques qui impose la destruction du service public de proximité garant de la cohésion sociale. Elle est suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement.

Tous les SIE, les SIP, les services, toutes les trésoreries.... restent confrontés à des sous effectifs absolument **insupportables**, de plus en plus de collègues, toutes catégories confondues, sont en souffrance. Aujourd'hui, seule la conscience professionnelle et le dévouement des personnels permettent au « navire DGFIP » de ne pas sombrer.

A l'heure où la Réforme territoriale et ses 13 grandes régions risquent de creuser davantage le fossé des inégalités entre citoyens et d'entraîner des droits différents sur les « territoires », il est de la responsabilité du syndicalisme indépendant que représente Force Ouvrière d'offrir un autre choix que celui de la destruction de la République, des services publics et des normes nationales comme l'exige l'Union Européenne.

L'enjeu c'est la défense de la République et de la démocratie !

L'heure est à la MOBILISATION !

Les fédérations de Fonctionnaires FO, CGT et Solidaires, appellent l'ensemble des fonctionnaires, dont ceux de la DGFIP, à se mettre le 26 janvier en grève, pour FO DGFIP 49 il s'agit d'exiger :

- L'arrêt des suppressions d'emplois, la création d'emplois statutaires à hauteur des besoins des postes et services, l'affectation de personnels titulaires sur tous les emplois vacants, les crédits nécessaires au bon fonctionnement des services.
- L'arrêt des suppressions de sites, des restructurations-fusions !
- Le maintien du recouvrement de l'impôt dans toutes les trésoreries,
- Le maintien de nos statuts particuliers : NON aux statuts interministériels,
- Le retrait du projet de déréglementation des règles de gestion, NON à la mobilité forcée,
- Le retrait du PPCR, du Pacte de Responsabilité, de la MAP et de la Démarche Stratégique, l'abrogation de la loi NOTRé.
- L'augmentation immédiate de 8 % de la valeur du point d'indice et l'attribution de 50 points d'indice sur l'ensemble de la grille indiciaire,

Pour **FO FGFIP 49**, ces revendications sont et demeurent plus que jamais légitimes et urgentes à satisfaire pour assurer un service public efficace et de qualité.